



FONCTIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES

COMMUNIQUE

PARIS LE 19 FEVRIER 2008

Propositions salariales ! Le Ministre reste dans le minimum !

Après une nuit de négociations, le Ministre de la Fonction publique a annoncé une hausse de 0,8% de la valeur du point d'indice pour 2008. Cette mesure diluée en mars et octobre prochain, c'est en fait une augmentation de 0,56% de la valeur du point qui nous sera « largement octroyée ». Pour l'Union syndicale Solidaires, cette proposition est totalement inacceptable.

Si le ministre poussé par les mobilisations des personnels a, enfin, ouvert des négociations salariales, ces propositions restent au seuil du minimum légal. En effet, compte-tenu de l'inflation, les personnels de la Fonction publique vont de nouveau perdre du pouvoir d'achat sur l'année 2008 comme cela s'est produit les sept dernières années. L'Etat employeur se contente de cette mesurette et de quelques broutilles pour la catégorie C (qu'il faudra tout de même maintenir au-dessus du SMIC pour ses plus bas échelons), nous sommes donc loin des promesses de celui qui se prétendait le président du pouvoir d'achat.

Eric Woerth s'enorgueillit de pouvoir proposer son dispositif de Garantie individuelle sur le pouvoir d'achat (GIPA) qui selon lui compensera les pertes enregistrées par les fonctionnaires sur la période 2003-2007. Or, pour déterminer la base de son système le gouvernement exclu du dispositif les agents ayant bénéficié de promotion ou d'avancement à l'ancienneté. Si lors des négociations, l'Union syndicale Solidaires avec d'autres organisations syndicales a réussi à calfeutrer certains trous de ce dispositif, il reste globalement une véritable usine à gaz dont on se demande si malgré les déclarations du Ministre, il pourra s'appliquer aux fonctionnaires hospitaliers et territoriaux ainsi qu'aux non-titulaires. Eric Woerth, dans ces dernières propositions reconnaît lui-même que son dispositif ne peut être pérenne et qu'il faut rechercher les causes des pertes de pouvoir d'achat. Pour Solidaires, ces causes sont connues : la politique salariale du gouvernement. Quant au monnayage des heures supplémentaires et des comptes épargne temps, c'est la logique du "travailler plus pour gagner autant, en perdant des congés et finançant le tout vous-même" qui l'emporte. Enfin les retraités sont les grands oubliés de ce projet !

L'Union syndicale Solidaires dénonce une politique salariale qui s'inscrit dans un projet gouvernemental global pour la Fonction publique. En effet, la philosophie du projet proposé par le Ministre s'emboîte parfaitement avec ses projets sur la mobilité ou ce qui sort et va sortir de la Révision générale des politiques publiques (RGPP). Il s'agit de casser la Fonction publique et le statut des personnels ainsi que le service public en général. Le gouvernement veut aller vers de grandes filières de métiers où les personnels seraient corvéables, malléables et rémunérés selon une logique de productivité défini par des objectifs qui s'annoncent très loin des préoccupations des besoins en service public exprimés par les citoyens.

Union syndicale Solidaires
Fonctions publiques et Assimilés
144 bd de la Villette 75019 Paris
Tel : 01 58 39 30 11 Fax 01 43 67 62 14
www.solidaires.org coordfp@solidaires.org